

N. 84 — 1135

30 MEI 1984. — Koninklijk besluit waarbij de schade veroorzaakt door onweders die zich op 5 en 7 juli 1983 hebben voorgedaan in verschillende gemeenten van de provincie Namen als een algemene ramp wordt beschouwd en waarbij de geografische uitgestrektheid van deze ramp wordt afgebakend

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wet van 12 juli 1976 betreffende het herstel van zekere schade veroorzaakt aan private goederen door natuur-rampen, inzonderheid op artikel 2, § 2;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten, Wij :

Artikel 1. De schade veroorzaakt door onweders die zich op 5 en 7 juli 1983 in verschillende gemeenten van de provincie Namen hebben voorgedaan, wordt beschouwd als een algemene ramp die de toepassing rechtvaardigt van artikel 2, § 1, 1° van de wet van 12 juli 1976 betreffende het herstel van zekere schade veroorzaakt aan private goederen door natuurrampen.

Art. 2. De geografische uitgestrektheid van deze ramp is beperkt tot het grondgebied van de hierna vermaalde gemeenten :

— Arrondissement Namen :

Andenne, Fernelmont, Jemeppe-sur-Sambre en Namen.

— Arrondissement Philippaville :

Couvin en Viroinval.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt.

Art. 4. Onze Minister van Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 30 mei 1984.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,

Ch.-F. NOTHOMB

F. 84 — 1135

30 MAI 1984. — Arrêté royal considérant comme une calamité publique les dégâts provoqués par les orages des 5 et 7 juillet 1983 dans plusieurs communes de la province de Namur et délimitant l'étendue géographique de cette calamité

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 12 juillet 1976 relative à la réparation de certains dommages causés à des biens privés par des calamités naturelles, notamment l'article 2, § 2;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Les dégâts provoqués par les orages qui se sont abattus les 5 et 7 juillet 1983 dans plusieurs communes de la province de Namur sont considérés comme une calamité publique justifiant l'application de l'article 2, § 1er, 1° de la loi du 12 juillet 1976 relative à la réparation de certains dommages causés à des biens privés par des calamités naturelles.

Art. 2. L'étendue géographique de cette calamité est limitée au territoire des communes mentionnées ci après :

— Arrondissement de Namur :

Andenne, Fernelmont, Jemeppe-sur-Sambre et Namur.

— Arrondissement de Philippaville :

Couvin et Viroinval.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 4. Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 30 mai 1984.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,

Ch.-F. NOTHOMB

EXECUTIEVEN — EXECUTIFS

COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 84 — 1136

10 MAI 1984. — Décret relatif aux maisons de repos pour personnes âgées (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, l'executif, sanctionnons ce qui suit :

Article 1er. Le présent décret est applicable aux établissements d'hébergement publics ou privés, où le logement ainsi que des soins familiaux et ménagers sont fournis collectivement à des personnes âgées de 60 ans au moins, qui y résident de façon habituelle.

Art. 2. Lorsqu'un établissement visé à l'article 1er est géré par une ou plusieurs personnes morales ou par plusieurs personnes physiques,

une personne physique doit être désignée pour représenter l'établissement devant l'administration.

Art. 3. § 1er. Les établissements définis à l'article 1er doivent être agréés par l'Executif ou le ministre que celui délègue.

§ 2. L'agrément n'est valable que pour l'établissement situé à l'adresse indiquée dans la demande d'agrément. Il prend fin de plein droit en cas de changement de la personne physique ou morale qui gère l'établissement.

(1) Session 1983-1984.

Documents du Conseil. — N° 130, n° 1. Projet de décret. — N° 130, n° 2, 3 et 5. Amendements. — N° 130, n° 4. Rapport.

Comptes rendus intégraux. — Discussion et vote des articles. Séance du 9 février 1984. — Adoption. Séance du 4 avril 1984.

Art. 4. Pour être agréés, les établissements visés à l'article 1er doivent satisfaire aux normes fixées par l'Exécutif après avis du Conseil consultatif du Troisième âge.

Ces normes concernent notamment :

- la liberté des pensionnaires, le respect de leurs convictions et leur participation;
- la nourriture, l'hygiène et les soins de santé;
- la sécurité;
- le nombre, la compétence et la moralité des personnes occupées dans l'établissement;
- le bâtiment;
- la comptabilité.

Art. 5. § 1er. L'Exécutif ou le ministre que celui-ci délègue peut refuser ou retirer l'agrément d'un établissement qui ne satisfait pas aux normes visées à l'article 4; il peut également décider de la fermeture de l'établissement.

§ 2. Les décisions d'octroi, de refus ou de retrait d'agrément ainsi que celles relatives à la fermeture sont prises, après avis du Conseil consultatif du Troisième âge, aux conditions et selon la procédure fixées par l'Exécutif. Ces décisions sont motivées et notifiées à l'établissement.

Art. 6. L'Exécutif ou le ministre que celui-ci délègue peut octroyer une autorisation de fonctionnement provisoire à un établissement qui introduit une demande d'agrément. Celle-ci est délivrée par l'Exécutif ou le ministre que celui-ci délègue aux conditions et selon la procédure fixées par l'Exécutif, afin de permettre la vérification du respect des normes. Elle prend fin en cas d'octroi ou de refus de l'agrément.

Art. 7. Tout établissement dont l'agrément a pris fin de plein droit par suite d'un changement de la personne physique ou morale qui le gère bénéficie d'une autorisation de fonctionnement provisoire dont la durée est fixée par l'Exécutif ou le ministre que celui-ci délègue.

Art. 8. Les demandes d'agrément ainsi que toutes les décisions y afférentes, en ce compris les autorisations de fonctionnement provisoires, sont communiquées au bourgmestre. Celui-ci tient un registre des établissements hébergeant des personnes âgées sur le territoire de sa commune. Ce registre est mis à la disposition de la population.

Art. 9. La mention de l'agrément doit figurer sur tous les actes, factures, lettres, notes de commandes et autres documents émanant de l'établissement. L'agrément doit également faire l'objet d'un affichage bien apparent à l'extérieur de l'établissement.

Art. 10. § 1er. Sans préjudice des attributions des officiers de police judiciaire, les fonctionnaires du Ministère de la Communauté française, désignés par l'Exécutif, surveillent l'application des dispositions du présent décret et des arrêtés pris en exécution de celui-ci.

§ 2. Cette surveillance comporte notamment le droit de visiter les établissements, de prendre connaissance, sans déplacement, de l'ensemble des pièces et documents et de constater les infractions dans les procès-verbaux dont copie est adressée aux contrevenants dans les quinze jours.

Art. 11. § 1er. Est puni d'un emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de 26 à 5 000 francs, ou d'une de ces peines seulement :

- celui qui gère un établissement pour personnes âgées soit sans avoir obtenu l'agrément ou l'autorisation préalable prévue par les articles 6, 7 ou 13, soit en contravention à une décision de refus, de retrait d'agrément ou de fermeture;
- celui qui mentionne indûment l'agrément prévu à l'article 3 ou l'autorisation de fonctionnement visée aux articles 6, 7 ou 13.

§ 2. Les dispositions du Livre premier du Code pénal, le chapitre VII et l'article 85 non exceptés, sont applicables aux infractions prévues par le présent décret.

§ 3. Les cours et tribunaux peuvent, en outre, prononcer contre les auteurs d'infractions aux dispositions du présent décret et de ses arrêtés d'exécution l'interdiction de gérer personnellement ou par personne interposée, pendant une durée qu'ils déterminent, un établissement visé à l'article 1er.

L'interdiction produit ses effets huit jours francs après la signification de la condamnation. L'infraction à cette interdiction est punie d'un emprisonnement d'un mois à six mois et d'une amende de 50 à 5 000 francs, ou d'une de ces peines seulement.

Art. 12. Par mesure transitoire, les établissements qui ont été agréés avant l'entrée en vigueur du présent décret disposent d'une période de trois ans, à compter de la date de publication au *Moniteur belge* des normes fixées par l'Exécutif, pour se conformer aux nouvelles dispositions en vigueur et demander le renouvellement de leur agrément.

Art. 13. Le présent décret est applicable aux demandes d'agrément introduites avant son entrée en vigueur. L'établissement pour lequel une telle demande a été introduite bénéficie de plein droit d'une autorisation de fonctionnement provisoire. Le terme en est fixé par l'Exécutif ou par le ministre que celui-ci délègue.

Art. 14. La loi du 12 juillet 1966 relative aux maisons de repos pour personnes âgées, modifiée par la loi du 10 mai 1967, est abrogée en ce qui concerne la Communauté française.

Art. 15. Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 10 mai 1984.

Le Ministre-Président chargé des Affaires culturelles
et des Relations extérieures,

Ph. MOUREAUX

Le Ministre des Affaires sociales,

Ph. MONFILS

Le Ministre de la Santé et de l'Enseignement,

R. URBAIN

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAP

N. 84 — 1136

10 MEI 1984. — Decreet in verband met de rustoorden voor bejaarden (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Dit decreet is van toepassing op alle publieke of private verblijfsinrichtingen, waar de huisvesting evenals de huishoudelijke- en gezinsverzorging gezamenlijk worden verschaft aan personen van 60 jaar of ouder, die er op duurzame wijze verblijven.

Art. 2. Wanneer een in artikel 1 bedoelde inrichting wordt beheerd door een of meerdere rechtspersonen of door meerdere natuurlijke personen, moet een natuurlijke persoon worden aangewezen om de inrichting tegenover de administratie te vertegenwoordigen.

Art. 3. § 1. De in artikel 1 omschreven inrichtingen moeten worden erkend door de Executieve of de minister die deze afvaardigt.

§ 2. De erkenning is slechts geldig voor de inrichting gelegen op het adres dat in de erkenningsaanvraag wordt vermeld. Van rechtswege wordt er een einde aan gesteld indien er een wijziging van de natuurlijke persoon of rechtspersoon, die de inrichting beheert, plaats heeft.

Art. 4. Om erkend te worden moeten in artikel 1 bedoelde inrichtingen voldoen aan de door de Executieve vastgestelde normen, nadat het advies van de Raad van Advies van de Derde Leeftijd is ingewonnen.

Die normen hebben onder meer betrekking op :

- de vrijheid van de opgenomen personen, de eerbiediging van hun overtuiging en hun deelneming;
- de voeding, de hygiëne en de zorg voor de gezondheid;
- de veiligheid;
- het aantal, de bekwaamheid en de moraliteit van de personen werkzaam in de inrichting;
- het gebouw;
- de boekhouding.

Art. 5. § 1. De Executieve of de minister die deze afvaardigt mag de erkenning van een inrichting, die niet aan de in artikel 4 vastgestelde normen voldoet, weigeren of intrekken; hij mag eveneens de sluiting van de inrichting beslissen.

§ 2. De beslissingen van toekenning, van weigering of van intrekking van de erkenning evenals deze in verband met de sluiting worden genomen, na het advies van de Raad van Advies van de Derde Leeftijd te hebben ingewonnen, onder de voorwaarden en in de vormen door de Executieve vastgesteld. Deze beslissingen worden gemotiveerd en aan de inrichting betekend.

Art. 6. De Executieve of de minister die deze afvaardigt mag een voorlopige werkingsvergunning aan een inrichting, die een erkenningsaanvraag indient, toekennen. Deze wordt door de Executieve of de minister die deze afvaardigt afgeleverd onder de voorwaarden en in de vormen door de Executieve vastgesteld, ten einde het onderzoek van eerbiediging der normen toe te laten.

Zij neemt een einde bij toekenning of weigering van de erkenning.

Art. 7. Iedere inrichting waarvan de erkenning van rechtswege een einde heeft genomen als gevolg van een wijziging van de natuurlijke of rechtspersoon die haar beheert geniet van een voorlopige werkingsvergunning waarvan de duur door de Executieve of de minister die deze afvaardigt wordt vastgesteld.

Art. 8. De erkenningsaanvragen evenals alle beslissingen die er betrekking op hebben, met inbegrip van de voorlopige werkingsvergunningen, worden aan de burgemeester medegedeeld. Deze houdt er een register op na van alle verblijfsinrichtingen voor bejaarden op het grondgebied van zijn gemeente. Dit register is ter beschikking gesteld van de bevolking.

Art. 9. Deze erkenning moet worden vermeld op alle akten, facturen, brieven, bestelbiljetten en andere bescheiden uitgaande van de inrichting. De erkenning moet eveneens heel goed zichtbaar worden bekendgemaakt door aanplakbiljet aan de buitenkant van de inrichting.

Art. 10. § 1. Onverminderd de bevoegdheid van de officieren van de gerechtelijke politie, oefenen de door de Executieve aangewezen ambtenaren van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, toezicht uit op de toepassing van de bepalingen van dit decreet en van de krachtens dit decreet genomen uitvoeringsbesluiten.

§ 2. Dit toezicht brengt het recht mede de instellingen te bezoeken en ter plaatse zelf kennis te nemen van alle stukken en bescheiden en de overtredingen vast te stellen in processen-verbaal, waarvan binnen de vijftien dagen een afschrift aan de overtreders wordt gezonden.

Art. 11. § 1. Wordt gestraft met gevangenisstraf van acht dagen tot zes maanden en met geldboete van 26 tot 5 000 frank, of één van die straffen alleen :

- hij die een inrichting voor bejaarden beheert zonder de erkenning of de voorafgaande vergunning bepaald bij de artikelen 6, 7 of 13 te hebben bekomen, hetzij bij overtreding van een beslissing van weigering, van intrekking van de erkenning of van sluiting;
- hij die ten onrechte melding heeft gemaakt van de erkenning bepaald bij artikel 3 of van de werkingsvergunning bedoeld bij de artikelen 6, 7 of 13.

§ 2. Alle bepalingen van boek I van het Strafwetboek, met inbegrip van hoofdstuk VII en artikel 85, zijn op de in dit decreet bepaalde overtredingen toepasselijk.

(1) Zitting 1983-1984.

Bescheiden van de Raad. — Nr. 130, nr. 1. Ontwerp van decreet. — Nr. 130, nrs. 1, 2 en 5. Amendementen. — Nr. 130, nr. 4. Verslag.

Integrale Verslagen. — Bespreking en stemming van de artikelen. Vergadering van 9 februari 1984. — Aanneming. Vergadering van 4 april 1984.

§ 3. Dehoven en de rechtbanken kunnen bovendien de daders van de misdrijven volgens de bepalingen van dit decreet en van zijn uitvoeringsbesluiten verbieden een in artikel 1 bedoelde inrichting te beheren, zowel persoonlijk als door een tussenpersoon, voor een duur die zij bepalen.

Het verbod treedt in werking acht volle dagen na het betekenen van de veroordeling. Overtreding van dit verbod wordt gestraft met gevangenisstraf van één maand tot zes maanden en met een boete van 50 tot 5000 frank, of met één van die straffen alleen.

Art. 12. Bij wijze van overgangsmaatregel beschikken de inrichtingen die erkend werden voor het in werking treden van dit decreet over een termijn van drie jaar, ingaand op de datum van de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van de door de Executieve vastgestelde normen, om zich te richten naar de nieuwe van kracht zijnde bepalingen en de vernieuwing van hun erkenning aan te vragen.

Art. 13. Dit decreet is van toepassing op de erkenningsaanvragen die voor zijn in werking treden werden ingediend. De inrichting voor dewelke soortgelijke aanvraag werd ingediend geniet van rechtswege van een voorlopige werkingsvergunning. De termijn ervan wordt door de Executieve of door de minister die deze afvaardigt vastgesteld.

Art. 14. De wet van 12 juli 1966 betreffende de rustoorden voor bejaarden, gewijzigd door de wet van 10 mei 1967, wordt voor wat betreft de Franse Gemeenschap ingetrokken.

Art. 15. Dit decreet heeft uitwerking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Vaardigen dit decreet uit, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 10 mei 1984.

De Minister-Voorzitter belast met de Culturele Aangelegenheden
en de Buitenlandse Betrekkingen,

Ph. MOUREAUX

De Minister van Sociale Zaken,

Ph. MONFILS

De Minister van Gezondheid en Onderwijs,

R. URBAIN

F. 84 — 1137

10 MAI 1984. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française modifiant l'arrêté royal du 5 juillet 1962 réglementant les combats et exhibitions de boxe, ainsi que la pratique du sport de la boxe

Nous, Exécutif de la Communauté française,

Vu la loi du 31 mai 1958 réglementant les combats et exhibitions de boxe;

Vu l'arrêté royal du 5 juillet 1962 réglementant les combats et exhibitions ainsi que la pratique du sport de la boxe, tel qu'il a été modifié ultérieurement et notamment par l'arrêté royal du 11 mai 1965;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 3 février 1982 réglant la signature des actes de l'Exécutif;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il s'impose de doter à bref délai la Communauté française d'une Commission médicale de contrôle de la boxe afin d'assurer la continuité de l'application de la législation en la matière;

Sur la proposition du Ministre de la Santé de la Communauté française et vu la délibération de l'Exécutif en date du 10 mai 1984,

Arrêtons :

Article 1er. Dans l'arrêté royal du 5 juillet 1962 réglementant les combats et exhibitions ainsi que la pratique du sport de la boxe, tel qu'il a été modifié ultérieurement, les termes « Ministre de l'Education nationale et de la Culture — Administration de l'Education physique, des Sports et de la Vie en plein air » sont, en ce qui concerne la Communauté française, remplacés par les termes « Services de l'Exécutif de la Communauté française ».

Art. 2. Dans le même arrêté royal, les termes « Ministre de la Santé publique et de la Famille » sont remplacés, en ce qui concerne la Communauté française, par les termes « Ministre de la Communauté française ayant la Santé dans ses attributions ».

Art. 3. Dans l'article 28 du même arrêté royal, les termes « Ministre de la Santé publique et de la Famille » sont remplacés, en ce qui concerne la Communauté française, par les termes « Exécutif de la Communauté française ».

Art. 4. L'article 7, alinéa 1er du même arrêté royal est abrogé et remplacé, en ce qui concerne la Communauté française, par la disposition suivante :

« Article 7. Il est créé auprès de l'Exécutif de la Communauté française, une Commission médicale du contrôle de la boxe. »

Art. 5. L'article 8 du même arrêté royal est abrogé et remplacé, en ce qui concerne la Communauté française, par la disposition suivante :

« Article 8. La Commission comprend six membres, docteurs en médecine, chirurgie et accouchements, dont le mandat est renouvelable, désignés pour un terme de trois ans par l'Exécutif de la Communauté française sur proposition du Ministre ayant la politique de la Santé dans ses attributions.

Ce sont :

- 1° un médecin spécialisé en neurologie;
- 2° un médecin spécialisé en cardiologie;
- 3° un médecin spécialisé en oto-rhino-laryngologie;
- 4° un médecin spécialisé en ophtalmologie;
- 5° un médecin spécialisé en éducation physique ou détenteur du diplôme de médecin hygiéniste présenté par la Société médicale d'éducation physique et de sport;
- 6° un médecin présenté par la Royale fédération belge de boxe.

L'Exécutif de la Communauté française, sur proposition du Ministre qui a la Santé dans ses attributions, désigne dans les mêmes conditions, pour chaque membre de la Commission, un suppléant qui siège lorsque le membre effectif est empêché.

L'Exécutif de la Communauté française, sur proposition du Ministre qui a la Santé dans ses attributions, désigne le président parmi les médecins prévus aux 1°, 2° et 3° du présent articles, alinéa 1er.

Le secrétariat de la Commission est assuré par un médecin fonctionnaire désigné par l'Exécutif de la Communauté française, sur proposition du Ministre qui a la Santé dans ses attributions. »